



**Arrêté temporaire n°2023-005 AT Free - rue de la Coeuillerie du 20 au 24-02-2023  
Portant réglementation du stationnement et de la circulation**

**RUE DE LA COEUILLERIE  
du 20 au 24/02/2023**

Le Maire de Prêmesques,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R. 417-11

**VU** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**VU** la demande en date du 13/01/2023 émise par Monsieur Omar BA de l'entreprise FREE sise 1 rue Canteleu 59000 LILLE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de télécommunications rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 20/02/2023 au 24/02/2023 RUE DE LA COEUILLERIE

**ARRÊTE**

**Article 1**

À compter du 20/02/2023 et jusqu'au 24/02/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent 335 RUE DE LA COEUILLERIE (Prêmesques) :

- Le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit ;
- Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h ;

**Article 2**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, FREE.

**Article 3**

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Prêmesques, le 16/01/2023  
Le Maire de Prêmesques

Yvan HUTCHINSON

//

DIFFUSION:

- FREE
- COMMISSARIAT DE POLICE DE LOMME
- DEVERRA
- SDIS 59

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*